



SANTÉ : OÙ EST LE CHANGEMENT ?

Marisol Touraine, ministre de la santé, annonce 2,7% d'augmentation de l'ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) en 2013, alors que le gouvernement Fillon l'avait augmenté de 2,5% en 2012. Le maintien en l'état des hôpitaux publics nécessiterait 4,5% d'augmentation, l'austérité reste donc au programme. C'est l'application de plans de retour à l'équilibre avec des suppressions de postes, de services, la menace de nouvelles fermetures d'établissements de proximité. Dans le secteur privé de santé et de l'action sociale, au nom de la rentabilité, les services tourment aussi avec un minimum de personnel. Les exonérations de cotisations sociales sont maintenues ce qui maintiendra l'énorme manque à gagner dans les caisses de Sécu (autour de 30 milliards d'euros). Ces exonérations n'ont jamais créé de l'emploi (on l'aurait vu), par contre elles empêchent les établissements de santé d'embaucher au regard des énormes besoins.

Le secteur de santé est gravement touché, tandis que l'ensemble des salariés sont victimes des licenciements et suppressions de postes : PSA, Air France, Carrefour, Fralib... et le chômage atteint des records.

Le collectif budgétaire voté en juillet par l'ensemble des députés de la majorité de gauche, et aussi par les députés du Front de Gauche, annonce la couleur : économies sur les dépenses publiques pour plus d'un milliard d'euros.

Avec la ratification du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) dit pacte budgétaire, par l'assemblée nationale début octobre, cette politique d'austérité sera automatique et obligatoire avec pour conséquence encore plus de licenciements, de précarité, moins de droits pour la majorité de la population.

Il y a urgence à s'opposer à ce gouvernement !

Sans mobilisations fortes, sans opposition à sa gauche, la politique de ce gouvernement ouvrira la porte à la droite et l'extrême droite. Il est aujourd'hui vital de ne pas laisser s'installer l'austérité et, par nos mobilisations, d'obliger le gouvernement à prendre l'argent là

Le NPA propose aux militants syndicaux et associatifs, aux forces politiques du Front de Gauche à Lutte Ouvrière, à tous ceux qui refusent de se résigner de construire ensemble cette opposition politique et sociale. C'est le moment de s'unir et de se mobiliser pour gagner et inverser le rapport de forces. D'ores et déjà nous appelons à participer

- ✓ À la manifestation du 30 septembre contre le pacte budgétaire européen.
- ✓ À la Semaine européenne contre la marchandisation de la santé du 1^{er} au 7 octobre, initiative de syndicats, partis, associations de plusieurs pays.
- ✓ À l'appel de la CGT pour l'emploi dans le secteur public et privé le 9 octobre ;

POUR NOTRE SANTÉ,
LE CHANGEMENT C'EST URGENT :

MANIFESTATION NATIONALE À PARIS LE SAMEDI 6 OCTOBRE À 14H00

des hôpitaux Cochin – Saint-Vincent-de-Paul à Matignon
à l'appel de « Notre Santé en Danger »
(Rassemblement à partir de 12h30 place de l'observatoire)

1700€ pour tous!

Maryline Lebranchu, ministre de la fonction publique a averti : «*Il faudra être réaliste... Tout n'est pas simplement affaire de demande de point d'indice.*»

Après le soi-disant coup de pouce du Smic de 0,6% le 1^{er} juillet (2% avec 1,4% de rattrapage de l'inflation), le signal du gouvernement est clair : l'augmentation des salaires aussi bien dans le public que dans le privé n'est pas une priorité.

Or, le pouvoir d'achat a encore baissé de 0,5% en 2011 pour les plus bas revenus alors qu'il est en augmentation de 1,3% pour les plus haut revenus. 55% des salariés gagnent moins de 1540€ bruts, avec une écrasante majorité autour du Smic. A cela s'ajoute le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté

(964€ par mois) qui est de 8,5 millions, en augmentation de 450 000.

Nos salaires et nos revenus ne nous permettent plus de vivre! Le leitmotiv des patrons est de réduire le coût du travail au nom de la compétitivité en licenciant et en baissant nos salaires. Plusieurs idées sont en discussion : réduire les congés payés, créer de nouveaux emplois jeunes précaires encore exonérés de cotisations sociales, augmenter les exonérations de cotisations sociales pour les CDI...

Face à ces nouvelles attaques, l'urgence est de une augmentation de salaires et de revenus pour tous (salariés, privés d'emplois, retraités...): 1700€ nets mensuels, c'est le minimum dont nous avons besoin pour vivre décemment!

Droit aux soins pour tous et toutes: non aux dépassements d'honoraires!

Sous prétexte de réduire les « dépassements d'honoraires excessifs », le gouvernement prévoit en fait de les généraliser, une partie de leur montant serait pris en charge pas la Sécu et l'autre par les mutuelles... pour ceux qui en ont une. Ces dépassements d'honoraires représentent aujourd'hui 12% de l'ensemble des honoraires médicaux soit au total 2,5 milliards d'euros. Ils sont pratiqués par 7% des médecins généralistes, 41% des spécialistes libéraux et 4,5% des médecins hospitaliers et justifié souvent par une qualité de soins soit disant supérieure. A ces dépassements se rajoutent les forfait et franchises médicales, les déremboursements de médicaments, les taxes sur les mutuelles ou assurances complémentaires. Conséquence: 29% de la population renonce à des soins faute de moyens.

Cent onze médecins, originaires de Gironde, ont lancé un « manifeste des médecins solidaires » appelant l'ensemble des médecins à les rejoindre pour refuser ces dépassements d'honoraires. Ils affirment à juste titre qu'ils constituent un outil de démolition de la santé solidaire et appellent leurs confrères, « dépasseurs » à situer, leurs revendications catégorielles légitimes de statuts et de revenus dans le cadre de la solidarité

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :